

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

1 September 2014

RDC-ONU : réaffirmation de la volonté de travailler pour la paix

Source : Agence d'information d'Afrique centrale

Par Lucien Dianzenza

28 août 2014 - L'ambition a été clairement notée par le coordonnateur du Mécanisme national de suivi (MNS), François Muamba Tshishimbi, et le nouveau représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour les Grands lacs, l'ambassadeur Said Djinnit.

Reçu en audience le 28 août à Kinshasa par le coordonnateur du MNS, François Muamba, le nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands lacs, l'ambassadeur Said Djinnit, a noté la détermination de la communauté internationale d'accompagner la RDC dans sa stabilité. « *Nous lui avons exprimé la détermination des Nations unies à continuer à soutenir la RDC dans ses efforts de redressement en termes de stabilité économique, sociale et de consolidation de la démocratie* », a-t-il déclaré à la presse. Nous sommes tous soucieux, a-t-il poursuivi, d'accompagner ce pays dans tous ses efforts. C'est ce que je suis venu dire au coordonnateur du MNS.

Parmi les questions évoquées entre ces deux personnalités et leurs équipes, il y a eu notamment des questions brûlantes de l'heure. Il s'agit notamment, selon François Muamba, des dossiers sensibles telles que les FDLR et les forces négatives nationales. Il s'est également agi des engagements du gouvernement et de la partie congolaise dans le cadre des accords d'Addis-Abeba. « *Je suis venu rassurer mon frère le coordonnateur du MNS, que nous voulons travailler la main dans la main, dans la confiance et en toute transparence* », a noté l'ambassadeur Said Djinnit.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

La suite du travail de Mary Robinson

Pour l'ambassadeur Said Djinnit, son rôle, en tant qu'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, est de s'assurer que toutes les parties prenantes aux niveaux national, régional et international honorent leurs engagements. *« Il est temps que la RDC retrouve la stabilité nécessaire et il est temps que la région reprenne avec la stabilisé. Nous travaillons sur les grands chantiers qui vont rassembler les populations des Grands lacs, promouvoir le commerce, les infrastructures, les investissements privés, pour faire de cette région un espace stable et solidaire et le Congo a un rôle important et essentiel à jouer »*, a-t-il souligné.

Dans cette optique pour la paix, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU et le coordonnateur du MNS, parlant de la situation des FDLR, ont noté que l'option militaire était toujours sur la table afin d'imposer la paix en RDC et dans les Grands lacs.

Par ailleurs, pour François Muamba, le choix d'un Africain comme envoyé spécial du secrétaire des Nations unies pour les Grands lacs serait un bonheur supplémentaire. *« La proximité va permettre d'améliorer ce que l'on a toujours voulu faire, la paix qui débouche sur la stabilité et la stabilité qui débouche sur le bonheur du peuple congolais mais créer également des conditions pour que cette paix profite à d'autres peuples »*, s'est-il réjoui, en soulignant les efforts qui ont été fournis dans cette recherche de la paix, avec Mme Robinson qui vient d'être appelée à d'autres responsabilités.

Résiliation abusive des contrats : la MONUSCO accusée de faire de l'amalgame

Source : Le Potentiel

Par C.K.

29 août 2014 - Une série d'affaires défraie la chronique depuis un temps entre la Mission onusienne en République démocratique du Congo et nombre d'opérateurs économiques œuvrant sur le territoire national. Ils sont nombreux à avoir subi cette loi du plus fort ainsi que les caprices de l'administration onusienne en RDC qui s'est toujours comportée, sans égard envers ces prestataires.

En matière de contrat, l'une des parties n'a pas le droit d'imposer ses propres turpitudes sur les autres en usant de subterfuges. Ce reproche formulé contre la Monusco a pris des proportions telles qu'il est fait état d'un groupe en gestation de toutes les personnes lésées par cette attitude.

Ainsi, pour le cas en illustration, celui de sieur Marcantei André, la démonstration de la mauvaise foi de la Monusco est plutôt établie. Toute signature de contrat à la Mission des Nations unies au Congo est subordonnée à la satisfaction d'un nombre de critères. Un organe interne est institué spécialement pour examiner les contours de tous les contrats que signe la Monusco. Le « Local committee on contrats » serait-il très peu outillé au point de laisser passer de graves erreurs

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

d'appréciation lors des signatures de contrats ? Cette instance examine le contrat et tous les méandres qui l'entourent afin d'éviter que la Monusco s'engage avec n'importe qui et de n'importe quelle manière.

Pour le cas d'espèce, André Marcantei avait rempli toutes les conditions et s'était ainsi engagé avec la Monusco. Si la Monusco, alors Monuc, avait accepté de conclure un contrat avec cet opérateur économique, cela revient à dire qu'André Marcantei était non seulement éligible mais aussi remplissait toutes les conditions. Par rapport à la question de l'arbitrage, à la Monusco, l'amalgame est volontairement entretenu par les préposés dans le but d'enterrer des dossiers sans une suite quelconque.

En cas de résiliation de contrat ou de litige et que la Monusco ne se trouve pas en position de proposer une solution, les victimes sont renvoyées à New York abusivement. Ce comportement, préjudiciable aux opérateurs économiques installés en RDC, butait à l'argument massue d'un arbitrage à New York, avec ce que cela comporte comme frais à engager.

Et pourtant, il est clairement acquis que la mission doit apporter des réponses aux litiges nés sur place, quitte à saisir le siège pour ceux qui la dépassent. Il revient, donc, à la Mission de prendre langue avec le contractant et non à ce dernier d'engager des frais. Les victimes congolaises sont donc averties que toute la charge de contacter le siège à New York revient à la Monusco. Les choses risquent de se corser désormais d'autant plus qu'il n'y a plus d'amalgame possible à entretenir.

DR Congo top court opens new hearing in rights activist's murder

Source: Agence France Presse

29 August 2014 - The Supreme Court in the Democratic Republic of Congo prepared Friday for a new hearing into the 2010 murder by police of the country's most prominent human rights activist, Floribert Chebeya.

The highest judicial body was set to consider a request from civil parties close to Chebeya and the association he founded, La Voix des sans Voix (VSV -- Voice of the Voiceless), aiming to ensure that any final verdict in the ongoing murder trial cannot be overruled, in the wake of prior legal problems.

A military court in Kinshasa in 2011 convicted the deputy chief of police special services, Colonel Daniel Mukalay, of murder and sentenced him to death, together with three other officers. A fifth policeman was jailed for life, but three of the convicted men are on the run.

The case goes back to June 1, 2010, when Chebeya was summoned by then chief of national police General John Numbi, who later denied setting up any meeting. But he was suspended from his duties over the affair, which rocked the highest circles of power.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

The next day, the rights activist was found dead on the back seat of his car, with his wrists showing signs of having been handcuffed, while his driver, Fidele Bazana, vanished and was presumed also murdered. The condemned policemen turned to a military court of appeal and were again put on trial in June 2012, but those proceedings were suspended in May last year when civil parties in the affair denounced irregularities. Chebeya's relatives and VSV argue that the trial was flawed from the outset.

Prime suspect

The human rights organisation and others close to Chebeya, who had in his final years been an increasingly outspoken critic of President Joseph Kabila, in power since 2001, want ex-police chief Numbi to be prosecuted when the murder trial resumes.

They consider him to be the prime suspect in the deaths of both Chebeya and Bazana, but Numbi told the first military tribunal that he had never met the founder of VSV nor summoned him to a meeting at police headquarters.

Rostin Maketa, deputy director of VSV, said that Numbi's name came up "right from the first day of the disappearance and the discovery of Chebeya's body".

"We want him to be arrested and turned into a suspect," Maketa said. The suspended police chief was formally dismissed last December.

One defendant in the appeal suit, who fled to Senegal and took refuge there, directly implicated Numbi in the murder of the two men, but the court disallowed his evidence.

Whatever the Supreme Court decides in Friday's hearing, the appeal by lawyers for the five convicted police officers is due to resume in coming weeks.

Chebeya's death caused a diplomatic rumpus in 2012 when French President Francois Hollande publicly honoured his memory at the biennial Francophonie summit of France and mostly French-speaking African nations, held that year in Kinshasa.

Abdoul Aziz Thioye, deputy director of the United Nations office for human rights in the DRC, told AFP that "the general feeling is that justice has not been done" and that "the real culprits have not yet been punished".

"With the resumption of the trial ... this time we have high hopes that justice will finally be handed down," said Ida Sawyer, who works in Kinshasa for the New-York based organisation Human Rights Watch.

On Tuesday, Senegal's judiciary agreed to open an investigation into one of the convicted policeman, Paul Mwilambwe, who fled to the west African country. The authorities upheld a lawsuit filed in June by the International Federation for Human Rights (FIDH) on behalf of the victims' families.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

La RDC et l'Ouganda prennent l'engagement de combattre ensemble les groupes armés dans la région

Source : Le Potentiel (RDC)

Par L.P.

29 août 2014 - A l'issue des travaux de la sixième session ordinaire de la grande Commission mixte entre la RDC et la République de l'Ouganda, tenus du 26 au 27 août 2014 à Kinshasa, les deux pays se sont engagés à « œuvrer de concert pour mettre fin à l'existence des groupes armés dans la région » des Grands Lacs.

« Les deux parties réitèrent leurs engagements à œuvrer de concert pour mettre fin à l'existence des groupes armés dans la région. Par ailleurs, elles s'engagent à saisir et encourager tous les pays, notamment ceux de la région où se trouvent encore les ADF-Nalu, l'Armée de résistance du seigneur (LRA) et les autres forces négatives ainsi que les éléments opportunistes en vue de leur neutralisation », ont décidé les deux pays dans un communiqué conjoint.

Sur cette même question, elles ont « vivement encouragé la poursuite des rencontres régulières au niveau des ministres de la Défense, des chefs d'Etat-major des Armées ainsi que des services spécialisés en vue d'évaluer la situation sécuritaire entre les deux pays ».

Quatre principaux domaines ciblés

Satisfaits des efforts fournis pour mettre en application les recommandations de la 5ème Session tenue à Kampala (Ouganda), du 12 au 15 décembre 2007, les participants aux travaux de la sixième Session ont ciblé quatre principaux domaines.

Sur les plans politique, diplomatique et juridique, la RDC et l'Ouganda ont « convenu de la normalisation et de la consolidation des relations bilatérales par la Coopération administrative et judiciaire entre les deux Etats ».

Dans les domaines économiques et financiers, ils ont « convenu des échanges d'informations et d'expériences dans les secteurs des hydrocarbures, des mines, du tourisme, de l'investissement et de la douane, de l'accélération du processus des négociations et signature de Protocole d'Accord énergétique ; de la promotion du commerce transfrontalier, du transport aérien, routier et ferroviaire ».

S'agissant des questions socio-culturelles, les deux parties ont « recommandé la poursuite des efforts déjà entrepris et se sont accordées à harmoniser les projets d'Accord endéans six mois dans les domaines des sciences et technologies, de la santé, de la protection et de la réintégration sociale, de l'Education, de la Communication et des médias ».

La 7ème session en 2015

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Les deux parties ont enfin « convenu de la tenue de la 7ème session de la Grande Commission mixte entre la République d'Ouganda en 2015 à une date qui sera fixée par voie diplomatique ».

« Une des questions qui a fait couler d'encre et de salive est celle liée à la Défense et à la Sécurité. Ce qui est tout à fait normal, compte tenu de la sensibilité que représentent ces deux secteurs », a commenté une source diplomatique ayant pris part aux travaux.

Elle a insisté sur le fait que, « le dilemme ayant été celui de la langue, les travaux se sont déroulés dans deux langues différentes (anglais et français) ; par conséquent, il fallait veiller à la conformité des deux textes pour que l'une des parties ne tombe dans le piège de l'autre ».

République démocratique du Congo: l'ONU donne des dents à sa mission

Source : Ici Radio-Canada (Avec les informations de Léo Kalinda)

1er septembre 2014 - Les Nations Unies appellent la République démocratique du Congo et la MONUSCO, la Mission onusienne de stabilisation, à intensifier les combats contre les Forces démocratiques de libération du Rwanda.

Le Conseil de sécurité de l'ONU considère que la neutralisation rapide des rebelles rwandais qui sévissent dans l'est de la République démocratique du Congo est une priorité pour stabiliser le pays. L'organe estime que le groupe se livre à de multiples violations des droits de la personne, commettant viols, pillages et massacres dans l'est de la RDC, en plus de faire usage d'enfants-soldats.

Pour la première fois, une mission de l'ONU est donc autorisée à combattre en vertu d'un mandat reçu par le Conseil de sécurité. La MONUSCO pourra lancer une offensive si les militants des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) n'acceptent pas de rendre les armes.

En entrevue à Radio-Canada, le chef de la MONUSCO, Martin Kobler, explique les membres des FDLR rejettent toujours la reddition. Ils réclament un dialogue politique pour leur permettre de retourner au Rwanda sans faire face à la justice. Mais à Kigali, le gouvernement refuse catégoriquement de négocier avec ceux qu'il qualifie de génocidaires.

« On n'est pas impliqué dans les négociations politiques, ceux qui veulent volontairement rentrer au Rwanda peuvent le faire demain », explique M. Kobler. « On a rapatrié plus de 11 000 combattants des FDLR au Rwanda depuis 2002. »

Selon Martin Kobler, ajouter de la pression militaire sur le groupe pourrait encourager un grand nombre de membres à se rendre de façon volontaire.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

« Nous avons une brigade d'intervention, des hélicoptères d'attaques, cinq drones, ici au Congo. Si on met de la pression militaire, ça encourage la reddition volontaire. »

La Mission pour la stabilisation en République démocratique du Congo est la plus importante de l'histoire de l'ONU. Depuis 20 ans, 20 000 soldats et 5000 civils ont été employés. Facture totale: environ un milliard de dollars chaque année.

Perte importante

L'armée congolaise a par ailleurs perdu l'un de ses plus importants généraux dimanche, avec la mort de Lucien Bahuma Abamba, qui dirigeait les forces loyalistes dans la région troublée du Nord-Kivu. Il aurait succombé à un accident vasculaire cérébral subi lors d'une réunion tenue en Ouganda, une cause rejetée par plusieurs, qui voit plutôt une vengeance.

Le général Bahuma est reconnu comme responsable des succès récents de l'armée congolaise au Nord-Kivu contre les rebelles du Mouvement du 23 mars.

Est de RDC : Le problème des FDLR ne peut être résolu sans la participation responsable du régime de Kigali

Source : Kongo Times

31 août 2014 - Afin de faciliter leur rapatriement volontaire, il est nécessaire que la communauté internationale fasse pression sur le Rwanda, pour qu'il cesse de considérer les FDLR, dans leur ensemble, comme des génocidaires. Si la communauté internationale, l'ONU, l'UA, l'UE et le gouvernement congolais peuvent faire beaucoup pour résoudre le problème des FDLR, il est tout aussi vrai que ce problème ne peut être résolu sans la participation responsable du Rwanda. Comme on l'a fait pour la RDCongo, les envoyés spéciaux de l'ONU, de l'UA, des Etats-Unis et de l'Union Européenne pour la Région des Grands Lacs ont le devoir d'exiger du Rwanda l'ouverture d'un dialogue inter-rwandais avec la participation du gouvernement, de l'opposition politique interne et externe et de la société civile, à la recherche de la «vérité» sur ce qui s'est réellement passé au Rwanda tout au long des vingt-cinq dernières années et en vue de la démocratisation du Pays, de la coexistence pacifique entre Hutu, Tutsi et Twa, de la liberté d'expression et du respect des droits de l'homme.

FDLR, L'URGENCE DE SORTIR DE L'IMPASSE**Une situation arrivée au point mort**

Environ deux cents membres des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR), un groupe armé d'origine rwandaise, mais actif dans l'est de la République Démocratique du

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Congo (RDCongo), ont déposé les armes et ont été regroupés à Walungu (Sud-Kivu) et à Kanyabayonga (Nord-Kivu). Selon le programme établi par le gouvernement congolais, ils doivent être déplacés loin de la frontière avec le Rwanda, d'abord à Kisangani (Province Orientale), puis à Irebu (province de l'Équateur), pour être identifiés en vue de leur rapatriement volontaire ou leur extradition vers des pays tiers prêts à les accepter. Toutefois, ils ont refusé ce transfert, citant l'hostilité de la population locale qui aurait dû les accepter. En outre, les FDLR conditionnent leur rapatriement volontaire à l'ouverture, au Rwanda, d'un espace politique qui leur permettrait de poursuivre leurs objectifs politiques en se muant en parti politique légalement reconnu.

Ceux qui sont regroupés à Kanyabayonga, au Nord-Kivu, ont déposé les armes le 30 mai dernier. Ceux qui sont regroupés à Walungu, au Sud-Kivu, ont déposé les armes le 8 juin. Ça fait déjà presque trois mois, mais le processus de leur transfert à Kisangani et à Irebu est, jusqu'ici, bloqué. Une telle constatation semble indiquer que, bien que le gouvernement congolais puisse conduire à terme ce transfert, leur permanence "temporaire" à Kisangani et à Irebu pourrait s'étendre au-delà du prévu et pourrait même devenir leur destination "finale". En effet, la communauté internationale pourrait être tentée de penser que, loin de la frontière avec le Rwanda, les FDLR ne constituent plus une menace pour le Rwanda et que, par conséquent, il ne serait plus nécessaire de les rapatrier ou de les envoyer vers un pays tiers autre que la RDCongo. Mais ce serait une fausse solution, car elle ne ferait que compliquer davantage les relations entre la RDCongo et le Rwanda qui pourrait l'accuser de complicité avec les FDLR. Dans ce cas, le Rwanda pourrait garder intact l'alibi des FDLR pour continuer à intervenir politiquement et militairement en RDCongo.

En savoir plus>>>

2 Rwandan army officers charged over incitement

Source: Associated Press

Kigali, 29 August 2014 - Two Rwandan army officers have been charged with inciting the public against the government of President Paul Kagame.

Brig. Gen. Frank Rusagara and Col. Tom Byabagamba were also charged in a military court Friday with illegal possession of firearms and spreading falsehoods against Rwanda's government.

The two were arrested last week.

Byabagamba, who once was the commander of the elite force in charge of Kagame's security, is a brother to the prominent Rwandan exile and Kagame critic David Himbara.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Rusagara, who retired from the army last year, had recently served as the defense attache at Rwanda's diplomatic mission in Britain.

Many senior army officers have fallen out with Kagame over the years, with some fleeing into exile because they believed their lives had been threatened.

Angola: Defence Minister Leaves for Rwanda

Source: Angola Press via AllAfrica.com

Luanda, 9 August 2014 - The National Defence Minister, João Lourenço, left on Friday for Kigali, Rwanda, to hand over a message of the Angolan President, José Eduardo dos Santos, to his Rwandan counterpart, Paul Kagame, related to the defence and security of the Great Lakes Region.

Speaking briefly to the press at Luanda's "4 de Fevereiro" International Airport, the minister said that as acting president of the International Conference on Great Lakes Region (ICGLR), José Eduardo dos Santos needs to concert periodically with other leaders of the region.

The International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR) is an inter-governmental organization of the countries in the African Great Lakes Region. Its establishment was based on the recognition that political instability and conflicts in these countries have a considerable regional dimension and thus require a concerted effort in order to promote sustainable peace and development.

The organization is composed of twelve member states, namely: Angola, Burundi, Central African Republic, Republic of Congo, Democratic Republic of Congo, Kenya, Uganda, Rwanda, Republic of South Sudan, Sudan, Tanzania and Zambia.

Four guilty of shooting Rwandan exile in Johannesburg

Source: Reuters

29 August, 2014 - A South African court on Friday found four men guilty of trying to kill an exiled critic of Rwandan President Paul Kagame, in a case that had strained diplomatic ties between the two countries.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Former Rwandan army chief General Faustin Kayumba Nyamwasa survived being shot in the stomach as he was being driven into his Johannesburg home in 2010, the same year he fled Rwanda after falling out with former ally Kagame.

Another attempt on Nyamwasa's life in March this year intensified diplomatic tensions as South African Justice Minister Jeff Radebe warned Rwanda that "our country will not be used as a springboard to do illegal activities".

Rwanda's ambassador in Pretoria responded by denying Kigali was involved in attacks against exiles and the countries traded tit-for-tat expulsions of diplomats.

South African Magistrate Stanley Mkhari said four men - two Rwandan and two Tanzanians - were guilty of the first count to commit murder four years ago. He also found them guilty of joint possession of a firearm and ammunition.

Sentencing was expected next month.

Mkhari said there was not enough evidence to link two other accused - Nyamwasa's driver Richard Bachisa and Rwandan businessman Pascal Kanyandekwe - to the crimes.

Prosecutors had accused Kanyandekwe of being a key organiser of the attempted killing and of working with Bachisa, who had been driving Nyamwasa and his wife home when a gunman accosted them at the security gate.

South African police have also been investigating the New Year's Eve murder in a posh Johannesburg hotel of another exiled Kagame opponent, former Rwandan spy chief Patrick Karegeya.

Rwandan political exiles sheltering in other countries in Africa, Europe and the United States have pointed an accusing finger at Kigali for dozens of attacks on Kagame's critics on foreign soil, charges Rwandan leaders have dismissed.

Kagame, who has won Western praise for rebuilding Rwanda after the 1994 genocide, denies his government ordered the attacks, but has said "traitors" should expect consequences, a remark that dismayed Western donors of the Great Lakes state.

Rwanda's 1994 genocide saw Hutu soldiers and militia slaughter around 800,000 mostly ethnic Tutsis, while the international community largely stood by.

Critics say Kagame, who led his predominantly Tutsi rebel movement to power after the genocide and won support from Western powers as an ally in turbulent central Africa, has taken advantage of Western guilt over the genocide to increase persecution of opponents.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

The United States has expressed concern at what it calls "politically motivated murders of prominent Rwandan exiles".

South Africa has refused to extradite Nyamwasa despite a request by French authorities who say he is one of the officers who knew of Kagame's alleged order to shoot down a plane carrying the then presidents of Rwanda and Burundi, which triggered the 1994 genocide.

Spain has also sought Nyamwasa's extradition for war crimes and crimes against humanity in respect to the murder of Spanish citizens in Rwanda and the massacre of thousands of Hutu refugees at a football stadium.

Ex-soldat français au Rwanda, j'exige de la France la vérité sur le génocide

Source : Le Monde

Par Guillaume Ancel (Ancien officier de l'armée de terre)

30 août 2014 - En 1994, un génocide a été commis au Rwanda, faisant près d'un million de victimes en 100 jours. Ce génocide a été organisé par le gouvernement rwandais de l'époque et exécuté notamment par ses forces armées, les FAR. Ce ne fut pas un déchaînement de violences spontanées de paysans misérables, mais une entreprise démente, structurée et systématique d'éliminations des Tutsi du Rwanda. Un million de victimes en 100 jours, c'est 10 000 personnes éliminées quotidiennement pendant plus de trois mois. Le 22 juin 1994, la France déclenche l'opération " Turquoise ", après avoir obtenu un mandat humanitaire de l'ONU.

J'ai participé à cette opération comme capitaine de la force d'action rapide. J'étais spécialiste du guidage au sol des frappes aériennes au sein d'une unité de combat de la Légion étrangère. J'avais 28 ans.

C'est le décalage entre la version officielle et la réalité des missions que j'ai effectuées sur place qui m'oblige à témoigner, car comment peut-on comprendre et réfléchir sur le rôle de la France dans le drame rwandais si on ne connaît même pas les pièces du puzzle ?

Certaines sont rondes et difficilement contestables. Les unités de l'armée française avec lesquelles je suis intervenu se sont comportées de manière très professionnelle et ont fait ce que les responsables politiques français attendaient d'elles. J'ai un profond respect pour mes anciens compagnons d'armes, et il ne m'appartient pas de les critiquer. Ces unités n'ont jamais participé au génocide, jamais. Ces unités militaires françaises, quand elles en ont reçu l'ordre, ont protégé avec efficacité les rescapés du génocide, je pense notamment au camp de réfugiés de Nyarushishi (8 000 personnes) sécurisé par la compagnie de combat de la Légion étrangère dans laquelle j'étais intégré.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

D'autres pièces du puzzle ne trouvent pas leur place dans ce dessin. Elles posent question sur des décisions politiques qui ont pour conséquence de faire apparaître la France comme ayant soutenu, protégé et armé un gouvernement génocidaire...

En effet, le récit des missions que j'ai effectuées pendant l'opération " Turquoise ", et je ne crois pas que quiconque soit mieux placé que moi pour expliquer ce que j'ai fait, pose des questions difficiles. Nous sommes intervenus avec une armada militaire (près de 3 000 hommes, unités de combat de la Force d'action rapide, avions de chasse). Si la mission était humanitaire comme cela est encore affiché pour l'opération " Turquoise ", nous aurions dû logiquement intervenir contre les génocidaires, c'est-à-dire contre le gouvernement rwandais et ses forces armées.

Au lieu de cela, nos responsables politiques ont décidé que nous devions stopper leurs opposants militaires. J'ai reçu l'ordre le 22 juin de préparer un raid sur Kigali pour reprendre la capitale et le 30 juin de guider des frappes aériennes contre les colonnes du Front patriotique rwandais (FPR). Ces ordres ont été annulés, quel débat animait alors nos gouvernants ?

Lorsque nous avons enfin changé d'orientation le 1er juillet, nous n'avons pas cherché à neutraliser ce gouvernement génocidaire et ses forces armées. Au contraire, nous les avons laissés se réfugier au Zaïre et provoquer en plus l'exode de leur propre population, un nouveau drame humanitaire. En n'agissant pas, avons-nous été complices ?

Enfin et beaucoup plus grave, j'ai assisté au départ d'une livraison d'armes, dans la deuxième quinzaine de juillet, à destination des camps de réfugiés dans l'est du Zaïre, générant des décennies de conflits qui n'ont jamais cessé depuis. Pas des armes confisquées comme je l'ai d'abord cru, mais bien des stocks d'armes livrés sur place, en pleine mission humanitaire.

J'ai longtemps pensé que ces décisions avaient pu être prises par des gouvernants qui n'avaient pas connaissance du rôle génocidaire de ceux qu'ils soutenaient. Mais il apparaît que le service de renseignement de l'Etat français avait établi et informé nos décideurs politiques du rôle génocidaire du gouvernement rwandais et de ses forces armées, avant même l'opération " Turquoise " (en particulier dans une note du 4 mai 1994).

Pourquoi nos responsables politiques ont-ils décidé d'écarter ces informations cruciales ? Pourquoi n'ont-ils pas condamné et neutralisé ce gouvernement génocidaire comme le leur recommandait pourtant la Direction générale de la sécurité extérieure ?

Je ne doute pas que leur intention était autre, mais les conséquences de leurs décisions sont d'une extrême gravité. Aussi, comme citoyen français, je souhaiterais savoir quelles décisions politiques ont été prises, par qui et pour quelles raisons.

Et en tant qu'ancien officier ayant participé à l'intervention militaire de la France au Rwanda, je souhaiterais savoir si je risque un jour d'être mis en examen pour complicité d'un crime insoutenable et imprescriptible, le génocide.

Pour répondre à ces questions, il me semble utile qu'une commission d'enquête puisse faire la lumière sur le rôle de la France dans le drame rwandais et les responsabilités qui incombent aux

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

décideurs de l'époque, en s'appuyant sur l'ouverture complète des archives. La mise en place d'une commission d'enquête serait prendre le risque de regarder en face nos responsabilités et s'assurer aussi que, si nous avons commis des erreurs, elles ne puissent pas se reproduire de la même manière.

Certains se drapent dans " l'honneur de la France " pour éviter cette enquête, je leur réponds que cette " volonté de savoir " serait faire honneur au courage de la nation. Enfin, quelles que soient les conclusions de cette commission d'enquête, il ne serait pas indécent que des lieux de mémoire soient élevés, en France, pour honorer le souvenir du massacre du million de victimes que nous n'avons pas su empêcher, dans le dernier génocide du XXe siècle.

Angola to have magistrates trained in Brazil

Source: Brazil Business Today

Brasilia, 29 August 2014 - A co-operation accord for the training of Angolan magistrates in Brazil was signed last Wednesday, in Brasilia, by the Angolan Supreme Court Chief Justice Cristiano André, and his counterpart of the Brazilian Supreme Federal Court, Ricardo Lewandowski.

According to a note from the Angolan Embassy in Brazil, besides training and experience exchange, the two judiciary organs will share documents, bibliographic material, studies, statistical data and other information.

The accord outlines the bases for a programme to train Angolan magistrates in several Brazilian schools.

The Angolan Chief Justice also said that the signing of this agreement materialises a wish of the Angolan Head of State, José Eduardo dos Santos, expressed last March during the visit to Angola of the then Brazilian Supreme Court, Joaquim Barbosa.

Meanwhile, the Brazilian Supreme Federal Court Chief Justice, Ricardo Lewandowski, said that besides the transmission of his country's experience in the judicial sector, his institution also has a lot to learn from Angola, particularly with its age-old culture.

He said that he will make sure the magistracy schools in various Brazilian states correspond to the interest of Angola in terms of staff training in this area.

Still on Wednesday, Cristiano André and the Angolan ambassador to Brazil, Nelson Cosme, were distinguished with golden medals in the ambit of the anniversary celebration of the Brazilian Superior Court for Labour Disputes (TST).

The Angolan delegation already visited the Brazilian Superior Federal Court, Superior Court of Justice and the Superior Electoral Court.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Angola and Congo Prepare Joint Operation to Identify Borderlines

Source: Angola Press via AllAfrica.com

Cabinda, 31 August 2014 - The sub-commission for Angola and Congo Brazzaville Land and River Border Verification was gathered on 28-29 August in the northern Cabinda province (Angola), whose objective aimed for the preparations to start with the operation of identifying the border landmarks between the two countries.

In the final communiqué of the meeting, the Congolese side suggested that the sub-commission should first exchange needed legal and cartographic documents owned by each state and reach agreement on their contents before the starting with the verification operation on the ground.

Regarding the proposal, the Angolan side, led by the Chief Commissioner, national commander of the Angolan Border Police, agreed with it aiming to give greater trust in the work to be carried out.

The members of the sub-commission to the meeting of Cabinda decided to postpone the discussion of other items of the agenda, which is expected to exchange the referred texts.

The second meeting of the sub-commission of the Angola and Congo Brazzaville Land and River Border Verification was scheduled for the cities of Pointe-Noir or Dolisie.

Burundi: CNIDH – La situation des Droits de l’Homme en 2013 progresse bien

Source : AGnews

31 août 2014 - A Bujumbura, ce jeudi 28 août 2014, la Commission Nationale Indépendante des Droits de l’Homme (CNIDH) a présenté à l’Assemblée Nationale , avec un retard de quelques mois, le rapport annuel sur la situation des Droits de l’Homme au Burundi pour l’année 2013. De manière générale, le respect des Droits de l’Homme au Burundi progresse bien. Le Burundi est un des seuls pays d’Afrique qui, aujourd’hui, renforce son Etat de Droit et surtout publie des rapports, issue d’expertises, sur les Droits de l’Homme .

Rapport annuel d’activités et sur la situation des droits de l’homme année 2013 (CNIDH – BURUNDI)

En 2013 , de nombreuses études approfondies ont été commanditées, par le CNIDH, auprès de nombreux « experts en vue d’appréhender les tenants et les aboutissants de certains problèmes obstacles à la jouissance des droits comme les violences basées sur le genre, le trafic et l’exploitation des enfants, les difficultés d’accès à la justice ou à l’éducation ».

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

e Burundi possède désormais des références chiffrées (basées sur des faits) sur certains phénomènes sociaux. Cela permet à l'État de travailler à porter des solutions concrètes et surtout à évaluer la progression ... Par exemples, le nombre d'assassinats ou de meurtres (homicides volontaires) au Burundi n'atteint pas les 500 par an. Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) en 2010, le nombre d'homicides volontaires (tués ou assassinés) au Burundi était de 790. Actuellement, on évoque les chiffres de 338 en 2012 et 390 en 2013. La situation sécuritaire burundaise s'est remarquablement améliorée ces dernières années, même si le chiffre de 390 interpelle. En 2013, en Belgique (pays comparable en superficie au Burundi), le nombre de tués tous les 30 jours (par mois), sur la route, était de 724. Par an, cela fait 8688 personnes. Le nombre de victimes au Burundi en 2013, pour homicide volontaire, est comparable au nombre de victimes mensuelles de la route (384) en Région flamande (Belgique) en 2013.

râce à l'amélioration du respect des Droits de l'Homme au Burundi, ce rapport de la CNIDH permet aux autorités compétentes de suivre de près les phénomènes liés au trafic d'enfants ou au viol à travers le pays. En conclusion en 2013, au Burundi, il y a eu quelques violations des droits de l'homme relevées ici et là (notamment quelques unes liées à l'effervescence de l'approche des élections en 2015). Pour ces cas, la CNIDH encourage l'application stricte de la loi par les autorités habilitées (le respect de l'État de Droit) afin que les auteurs soient poursuivis et punis conformément à la loi.

UN suspends all flights to S. Sudan's oil-rich town

Source: Sudan Tribune

Juba, 29 August 2014 - The United Nations has suspended all flights to South Sudan's Unity state capital after its cargo helicopter crashed early this week killing three Russian crew members.

The move, the world body said, will impact on the provision of life-saving assistance to over 46,600 people seeking safety at its peacekeeping base in the capital, Bentiu.

Toby Lanzer, the humanitarian coordinator for South Sudan warned of famine, stressing that it might be impossible to prevent the catastrophe in the country this year.

If famine were to happen, it would be towards the end of the year, more likely in early 2015, he said.

"The single biggest cause, if there is famine, is the failure of the political leadership to resolve the current crisis," stressed the top UN official.

Nearly 1.5 million people have been displaced by the conflict that broke as a result of political wrangles within the country's ruling party (SPLM) late last year.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

UN South Sudan Mission Says Too Early to Assign Blame for Helicopter Crash

Source: RIA Novosti

Moscow, August 30 - With the investigation underway in South Sudan into the downing of a UN helicopter, which killed three Russian crew members and injured one, the country's UN Mission said it was too early to say who was responsible for the crash.

"For investigative purposes, the peacekeeping mission regards the crash as a hostile act against the UN, but it is much too early to assign blame for the incident," United Nations Mission in South Sudan told RIA Novosti.

A UNMISS-contracted Mi-8 helicopter was performing a routine cargo flight from Western Bahr El-Ghazal state capital of Wau Tuesday afternoon, when all radio contact with the aircraft was lost. The helicopter crashed about 10 kilometers southwest of the Unity State capital of Bentiu where it was supposed to land, the UN representative said.

A team of investigators visited the crash site on Wednesday and recovered the aircraft's black boxes as well as some parts and equipment that are pertinent to the probe, a mission representative said.

The bodies of the three Russian crewmen who died in the crash were flown to Juba along with the only crewman who survived the same day. The survivor is in a stable condition and receiving medical care at the UN Mission in South Sudan (UNMISS) hospital.

A memorial ceremony for the killed crewmen was held Friday at the Mission compound. Their remains are expected to be flown to a regional UN support base in city of Entebbe in Uganda, until further arrangements on sending the corpses and the survivor home to Russia are made, according to the Mission.

On Wednesday, the UN Security Council unanimously agreed to Russia's press statement proposal urging "a swift, through and transparent investigation" into the incident and called such an attack a grave violation of the Status of Forces Agreement of April 2011.

At least one other Russian UNMISS helicopter has been downed in South Sudan before.

S. Sudan president warns rebels could become regional security threat

Source: Sudan Tribune

Juba, August 31, 2014 – South Sudanese President Salva Kiir has warned rebel forces allied to former vice-president Riek Machar could become a regional security threat unless the international community closely monitors their activities.

He has also called for regional and international assistance to help his administration contain the country's rebellion.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

“If they are not given meaningful and serious attention by the region and the international community involved in this peace process, I am sure that their activities would reach other countries and when this happened, the conflict will be a regional issue,” he said.

If today like they did before, they attack the oil area, they will not spare anybody. This is [a] terrorist act,” he added.

[Learn more>>](#)

More death as Muslims flee Central African Republic

Source: washingtonpost.com

By Sudarsan Raghavan

1 September, 2014 - Tens of thousands of Muslims are fleeing to neighboring countries by plane and truck as Christian militias stage brutal attacks, shattering the social fabric of this war-ravaged nation.

In towns and villages as well as here in the capital, Christian vigilantes wielding machetes have killed scores of Muslims, who are a minority here, and burned and looted their houses and mosques in recent days, according to witnesses, aid agencies and peacekeepers. Tens of thousands of Muslims have fled their homes.

The cycle of chaos is fast becoming one of the worst outbreaks of violence along Muslim-Christian fault lines in recent memory in sub-Saharan Africa, tensions that have also plagued countries such as Nigeria and Sudan.

The brutalities began to escalate when the country’s first Muslim leader, Michel Djotodia, stepped down and went into exile last month. Djotodia, who had seized power in a coup last March, had been under pressure from regional leaders to resign. His departure was meant to bring stability to this poor country, but humanitarian and human rights workers say there is more violence now than at any time since the coup.

[Learn more>>](#)

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Rebels in Central African Republic expel government ministers

Source: Reuters

By Crispin Dembassa-Kette

Bangui, 31 August, 2014 - A grouping of former Seleka rebels in Central African Republic said on Sunday it had expelled from its ranks several members serving in a new government seeking to stop a cycle of deadly clashes between Muslims and Christians.

The decision casts doubt on the future of the new cabinet and could prove a major setback for efforts aiming to end violence that has killed thousands, forced a million to flee their homes and split the country in two.

"The ex-Seleka coalition neither supported nor put forward the names of the prime minister or ministers," the group's vice-president Nouredine Adam wrote in a statement.

"As a result, all members of the ex-Seleka coalition having participated in the present government are definitively excluded," he wrote.

The former French colony has been gripped by violence since Michel Djotodia led Seleka, a coalition of mostly Muslim rebels and some fighters from neighboring Chad and Sudan, in an assault on the capital Bangui and seized power in March 2013.

Seleka's rule was marked by abuses that prompted a backlash from the 'anti-balaka' Christian militia. Cycles of tit-for-tat violence continued despite Djotodia's resignation from the presidency in January.

Most Muslims have fled the south of the country, creating a de facto partition. Some members of the Seleka leadership have pushed for this to be formalized.

Interim President Catherine Samba-Panza this month named Mahamat Kamoun, a Muslim and former head of cabinet to Djotodia, as prime minister.

He named three Seleka members to his 30-member cabinet, but the armed group rejected the government's composition, claiming it had not been consulted.

The government's formation has also sparked criticism among other political groupings.

The Movement for the Liberation of the Central African People - the party of former prime minister Martin Ziguele - announced on Sunday that it too was expelling its member serving in the government.

Some 2,000 French and 6,000 Africa Union peacekeepers have been deployed but they have struggled to help Samba-Panza's weak transitional government stamp its authority on the mineral-rich country. A 12,000-strong U.N. peacekeeping force is due to start deploying next month.

(Writing by Joe Bavier; Editing by Andrea Ricci)